

Européennes 2014

Débat

le
15 mai

Le travail en France trop cher ?
Parlons du **coût du capital** en France et en Europe . Comment combattre l'Europe de la finance et du dumping social ? Avec quelles forces ?



en présence de
**l'économiste
Frédéric Boccara**

Ferme de Chalandray à 20H30

Le Lycée ROSA PARKS dans l'action pour une dotation horaire au niveau des besoins

Les enseignants et élèves du lycée ont découvert la dotation horaire prévue par l'académie pour la rentrée 2014. Elle est en régression de 80h sur la précédente.

La traduction concrète en sera la suppression de certains cours de langue en demi-groupe, la disparition de certaines options qui font l'originalité du lycée Rosa Park.

Le lycée Rosa Park n'est pas un cas isolé. La question est donc pourquoi des dotations sont-elles en régression?

L' Académie n'a aujourd'hui tout simplement pas les enseignants formés à placer devant les élèves. La suppression sous Sarkozy de plusieurs dizaines de milliers de poste d'enseignants montre aujourd'hui ses effets alors que les effectifs augmentent. L'académie propose donc aux enseignants de faire des heures supplémentaires mais le système a aussi ses limites.

Le gouvernement s'est engagé à former 60 000 personnels d'éducation supplémentaires sur les cinq ans du quinquennat. Un effort jugé insuffisant par les syndicats dès le départ, et par les parlementaires du Front de Gauche dans les assemblées. Les effectifs augmentant, la visibilité de cet effort restera faible en terme d'amélioration des conditions d'étude et de travail. Si certains dispositifs devraient ressentir l'amélioration (scolarisation des enfants des 2 ans très largement amputée sous Sarkozy), d'autres tout aussi importants pour le développement de nouvelles méthodes pédagogiques et la lutte contre l'échec scolaire (comme le dispositif plus de maîtres que de classes) resteront clairement embryonnaire.

L'EUROPE ET LE RER D

Très prompt à dénoncer les dysfonctionnements (bien réels) du RER D et à demander des comptes, le porte parole du groupe UMP au conseil régional et nouveau maire de Montgeron, F. Durovray, n'avait pas daigné jeter un coup d'œil du côté de Bruxelles mardi 25 février ou se décidait pourtant l'avenir du rail.

Des cheminots européens étaient rassemblés pour demander aux députés européens et à la commission transport de renoncer au 4ème paquet de mesures de libéralisation du rail. Cette libéralisation débute en 1997 par la séparation des infrastructures de leur exploitation, s'est poursuivie en 2002 et 2006 par la libéralisation du trafic marchandise. Aujourd'hui sont prévues la libéralisation totale des lignes grandes vitesses et l'ouverture à la concurrence des transports régionaux par appel d'offre.

La concurrence libre et non faussée inscrite dans les traités européens en lieu et place de la coopération, et ses corollaires, les diminutions des effectifs et des investissements affectés au réseau, l'augmentation des prix et une logique mercantile, voila une des raisons majeures de l'incapacité de la SNCF à répondre aujourd'hui aux besoins des usagers (ou devrions nous déjà dire client?). De cela, il n'est jamais question dans les interventions de Francois Durovray.

L'UMP et tout ses alliés européens ont d'ailleurs voté toutes ces lois introduisant la concurrence sur le rail européen. Le Front de gauche les a toutes combattues et a promu la coopération entre les services publics européens.

Provoquer le dysfonctionnement d'un service public, le mettre à l'index et le décrier, pour ensuite accueillir le privé comme un sauveur. La partition classique d'une politique libérale. ■

Par ailleurs la dévalorisation de la profession d'enseignant sous Sarkozy perdure notamment du fait du gel des salaires. Le résultat est que le nombre de postulants sur les postes d'enseignants ouverts au concours de recrutement est insuffisant et des centaines de postes restent vacants lors des concours.

Les choix austéritaires du gouvernement sont en cause et les communistes montgeronnais, leur élus, soutiennent toutes les initiatives qui viseront à desserrer cet étai. **Le vote Front de Gauche aux élections européennes y participera.**

Les communistes rappellent en outre que le nouveau maire de Montgeron, Francois Durovray, porte parole du groupe UMP au conseil régional d'Ile de France, a toujours soutenu ces dix années la politique régressive de Nicolas Sarkozy en matière d'éducation. ■

➤ Durovray annonce la couleur: marine! ...sous l'oeil pétillant de Dupont Aignan.

A l'occasion du premier conseil faisant suite aux élections municipales, F. Durovray a énoncé ses chantiers prioritaires. Devant une salle comble, largement acquise à sa cause, il a notamment annoncé la suppression des aides municipales aux familles ayant un enfant mineur "délinquant". Redoublement des applaudissements. Cette mesure qui restera totalement anodine pour les finances municipales montre combien la droite qui a pris le pouvoir dans notre commune est proche de l'esprit bleu marine.

Les chantiers énumérés par le nouveau maire de Montgeron sont, sans surprise, ceux annoncés dans sa propagande de campagne. Il y a donc sans surprise les faux chantiers c'est à dire ceux déjà en route comme la fibre optique par exemple, les vrais chantiers, et les annonces idéologiques. C'est à ces dernières que nous nous intéressons. Très loin du bon sens, elles ne sont pas gratuites et il convient de dénoncer l'idéologie qu'elle véhicule car elle touche à l'humain et donc au vivre ensemble.

En annonçant la suppression des aides municipales facultatives à la famille d'un enfant mineur délinquant, Durovray entame un long travail de sape des fondements de notre République dans l'esprit des montgeronnais.

Il oublie d'abord qu'il y a une justice dans notre pays et s'arroge le droit d'ajouter à une décision de justice, sa justice, la justice Durovray. Lorsqu'un prévenu a effectué sa peine, lorsque la justice a été rendue, il est libre et recouvre ses droits initiaux. "Il a payé" comme on dit. De quel droit François Durovray pourrait-il prolonger cette peine? Qui est il? La séparation entre le politique et la justice est un des fondements de notre état, quand bien même ce fondement souffre de temps à autre. Et donc pour s'opposer à cet arbitraire, on a envie de crier "Monsieur le Maire, restez à votre place!".

Une deuxième raison tout aussi fondamentale de s'opposer à ces mesures, c'est qu'elles méconnaissent (ou font semblant de méconnaître) complètement la vie, ses circonvolutions et les raisons parfois insidieuses qui peuvent conduire un jeune à "mal tourner". Vraisemblablement M. Durovray nous expliquera: "il faut



responsabiliser les parents". Car pour lui les parents d'enfants qui tournent mal sont des dilettantes. Un argument qui ne tient pas.

Un groupe d'individu est par définition, par nature, inhomogène: il y a les forts, les faibles, les malades, les biens dans leur têtes, les déprimés, les joyeux... bref il y a ceux qui ont plus de mal que les autres et qui font partie de cette variabilité présente dans toute société. C'est humain. Souvent les difficultés sont renforcés par des conditions de vie difficiles: on commence tôt le matin, on finit tard le soir, on est pas assez présent à la maison.... et là, on entend le voisin qui dit STOP STOP STOP: "Moi aussi je rentre tard le soir, je travaille à Saint-Denis et mon même ne fait pas de conneries!". Et là, on a déraillé. On nie que nous ne sommes pas tous aussi forts les uns que les autres et que sous la pression, on ne résiste pas tous de la même façon. On commence à pointer l'autre du doigt. On a commencé à perdre notre humanité, on a commencé à se diviser.

Une troisième raison est toute simple:

en général quand un enfant tourne mal, la famille le vit mal. C'est déjà une double peine, limiter les prestations municipales à cette famille revient à faire payer aux petits frères et aux petites sœurs, les bêtises du plus grand. C'est simplement injuste et inefficace socialement.

Enfin, M. Durovray en tant que porte parole du groupe UMP au conseil régional d'Ile de France, est de loin un des plus mal placé pour appeler à la "responsabilisation" des parents de délinquant ou à refuser des aides qu'il considère de fait comme de l'assistantat et non comme un droit. Car tandis que le peuple doit quémander ses aides, les parlementaires UMP/DLR ont nourri par leur projets de lois les vrais assistés de notre pays: les sociétés du CAC40 qui se voient exonérées de milliards de cotisations sociales alors même qu'elles reversent des milliards sous forme de dividendes à leurs actionnaires. Vous avez dit bon sens?

Montgeronnais qui applaudissiez ces mesures délétères ce jour là, quel Montgeron voulez vous demain? ■